

*Duplessis. Entre la Grande noirceur et la société libérale* (sous la direction de Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet), Montréal, Éditions Québec Amérique, 1997, 397 p.

Richard Jones

Volume 17, numéro 3, 1998

Repenser la communauté politique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040143ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040143ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Jones, R. (1998). Compte rendu de [*Duplessis. Entre la Grande noirceur et la société libérale* (sous la direction de Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet), Montréal, Éditions Québec Amérique, 1997, 397 p.] *Politique et Sociétés*, 17(3), 196–198. <https://doi.org/10.7202/040143ar>

---

***Duplessis. Entre la Grande noirceur et la société libérale***

(sous la direction de Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet), Montréal, Éditions Québec Amérique, 1997, 397 p.

Ce livre réunit la plupart des communications présentées par un groupe d'historiens, de sociologues et d'autres analystes qui ont participé au colloque sur Duplessis et le duplessisme, tenu à Montréal en 1996. Les directeurs de l'ouvrage prennent soin dès le départ de préciser qu'il ne s'agit

surtout pas d'une commémoration du 60<sup>e</sup> anniversaire de la prise de pouvoir par Duplessis après le scrutin, pourtant libre, de 1936. Ils souhaitent plutôt faire le point sur l'époque et débattre de quelques réinterprétations qui ont été formulées ces dernières années.

Pour certains participants, il n'y a pas lieu de réinterpréter la vision de l'époque duplessiste : elle doit rester aussi figée que l'a été la société de ces années-là. Pour l'historien Michael Behiels, par exemple, les révisionnistes des années 1980-1990 sont motivés par un « agenda politique personnel », un peu sans doute à la manière de ces universitaires anglophones qui sont montés sur les barricades pour dénoncer l'accord du libre-échange ou celui du lac Meech, il y a quelques années. Le Québec de Duplessis, selon Behiels, est devenu « l'État libéral le plus régressif du monde occidental ». Ce n'est pas peu dire et sur cette question, comme sur tant d'autres, on attend impatientement les travaux comparatifs qui pourraient éclairer notre lanterne.

D'autres participants soutiennent, au contraire, qu'il convient de jeter de nouveaux regards sur cette époque. Les images de Grande noirceur et de révolution tranquille, que retient la mémoire collective, sont peut-être en grande partie des mythes dont l'un est le revers de l'autre. Certes – et je le sais par expérience, car je soulève ces questions dans mes classes depuis la fin des années 1970 –, ces images ne sont pas faciles à secouer. L'économiste Gilles Paquet cherche à expliquer pourquoi le taux de croissance économique du Québec, élevé à l'époque de Duplessis, a diminué après 1960, alors que le gouvernement du Québec maintenant moderne était devenu un véritable entrepreneur. Il émet l'hypothèse selon laquelle la croissance économique aurait souffert d'une « dilapidation » du « capital communautaire » provoquée par l'œuvre de la Révolution tranquille.

Les thèses bien connues de Jules Duchastel, Gilles Bourque et Jacques Beauchemin sur la prétendue « société libérale duplessiste » occupent une place importante dans cet ouvrage; ces chercheurs se donnent même le droit de répondre à leurs propres critiques. Pour eux, le Québec, sous le régime Duplessis, constituait une société libérale « en ce qu'elle a été l'objet d'une régulation économique, politique et sociale de type libéral » (p. 354). Mais non, réplique Dorval Brunelle, pour qui cette société fut plutôt « illibérale » (mot que l'Académie devra s'empresser d'inventer !), car certains aspects du projet politique des autorités provinciales se trouvaient « placés en dehors des canons du libéralisme ». Pas d'accord non plus, proteste Jacques Rouillard à son tour, car les politiques de Duplessis s'inscrivaient plutôt dans le « courant clérico-conservateur » (p. 195).

Les actes d'un colloque réunissent des travaux souvent assez hétéroclites et de qualité variable. Tel est le cas de cet ouvrage. Certains spécialistes ont déjà beaucoup réfléchi et publié sur les années Duplessis. D'autres participants, tels Gérard Pelletier et Guy Lamarche, ont été des acteurs ou des témoins. Certaines communications auraient eu besoin d'être fondées sur des recherches plus étoffées avant d'être livrées au public. C'est le cas, entre autres, de l'exposé de Michel Sarra-Bournet sur la pensée économique de

l'Église, qui débute d'ailleurs assez maladroitement : « Il y a deux personnages historiques (...) liés au milieu du XX<sup>e</sup> siècle (...) Maurice Duplessis, chef de l'État provincial (*sic*, car il fut plutôt chef de gouvernement, ce qui n'est pas la même chose dans un régime britannique), et l'Église catholique (laquelle ne fut sûrement pas un "personnage") ».

Par ailleurs, le travail de correction linguistique fait défaut dans certains textes ; on le remarque notamment dans les textes de Jack Jedwab (par exemple, le paragraphe débutant au bas de la page 152 est incompréhensible) et de Jacques Rouillard, qui n'ont pas bénéficié de toute l'attention nécessaire.

La décision de tenir ce colloque et d'en publier les actes a été heureuse, et on peut espérer que les prochaines années verront de nouvelles recherches qui approfondiront les connaissances sur cette période importante de l'histoire du Québec. Les vieux guerriers qui ont tant polémique sur les conséquences de la Conquête ou sur l'(in)existence d'une crise agricole précédant la rébellion de 1837 ont pour la plupart déposé les armes. Pour retenir l'attention de nos scientifiques contemporains, il faut des sujets neufs et controversés : en voilà un qui promet.

Richard Jones  
*Université Laval*